

COMMUNE DE SAINT ELOY
MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX N°2025-01

REGLEMENT DE CONSULTATON

Date et heure limites de réception des offres le 28 août 2025 à 12heures

Exclusivement par voie électronique sur le site de Mégalis Bretagne

SOMMAIRE

1	ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1	Objet de la consultation	3
1.2	Etendue de la consultation	3
1.3	Décomposition de la consultation	3
1.4	Décomposition de la consultation	3
1.5	Conduite de l'opération	4
1.6	Maîtrise d'œuvre	4
1.7	Coordination pour la sécurité et la protection de la santé	4
1.8	Contrôle technique	4
2	ARTICLE 2: CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
2.1	Durée du marché – Délai de l'exécution	5
2.1	Variantes et options	5
2.2	Délai de validité des offres	5
2.3	Mode de règlement du marché et modalités de financement	5
3	ARTICLE 3: CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
4	ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
4.1	Documents à produire au titre de la candidature	6
4.2	Documents à produire au titre de l'offre	7
5	ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	7
5.1	Sélection des candidatures	7
5.2	Critères de jugement des offres	7
5.3	Négociation des offres	8
6	ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	9
7	ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	9
7.1	Demande de renseignements	9
7.2	Visites sur sites et/ou consultations sur place	9

1 ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet de la consultation

La présente consultation concerne les travaux de restructuration de 2 maisons en café de village sur la commune de Saint Eloy.

La description des travaux est détaillée au CCTP et au CCAP.

1.2 Etendue de la consultation

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée définie aux articles L.2123-1 et R. 2123-1 du Code de la commande publique. Les prestations seront rémunérées par application des prix dont le libellé est indiqué dans la Décomposition des Prix Global et Forfaitaire (DPGF) annexée à l'acte d'engagement (A.E.). Les prix sont révisables.

1.3 Décomposition de la consultation

La présente consultation fait l'objet d'une seule tranche.
Les travaux sont répartis en 9 lots:

Lot(s)	Intitulé
01	Démolitions / Gros-œuvre
02	Rejointoiement façade
03	Enduit chaux - Chanvre
04	Menuiseries extérieures
05	Isolation/Platerie / Menuiserie intérieure
06	Revêtement de sol
07	Electricité
08	PAC air-air
09	Plomberie/Ventilation

Chacun des lots fera l'objet d'un marché. Les candidats peuvent présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

1.4 Décomposition de la consultation

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 euros T.T.C.

Le marché sera conclu soit avec un prestataire unique, soit avec des prestataires groupés solidaires. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de membres de plusieurs groupements. Les candidats n'ont pas à apporter de complément au(x)Cahier(s)des Clauses Techniques (C.C.T.P.).

1.5 Conduite de l'opération

La conduite d'opération sera réalisée par LA COMMUNE DE SAINT ELOY.

1.6 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Aod Architecture
120 rue Roland Garros, 29490 Guipavas
Mail : contact@aodarchitecture.fr
Tel. : 06 47 98 78 02

1.7 Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination sécurité et protection de la santé des travailleurs pour cette opération de niveau 3 sera assurée par :

DEKRA Industrial France
241 rue Général Paulet - 29200 Brest
Contact : Adrien DREUX
Mail : adrien.dreux@dekra.com
Tel : 06.16.11.75.76

Le Coordonnateur SPS missionné par le Maître d'Ouvrage, établit un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).

Chaque entreprise doit intégrer dans son offre les prescriptions et obligations qui découlent de ce PGCSPS, qu'il s'agisse des incidences matérielles ou financières.

Les entreprises seront tenues de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

1.8 Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis à un Contrôle Technique (au sens des articles L111-23 et suivants du code de la construction et de l'habitation) portant sur la totalité des ouvrages. L'organisme chargé de ce contrôle sera désigné par le maître de l'ouvrage et sera rémunéré directement par le maître d'ouvrage. Le Contrôleur Technique est investi d'une mission définie selon les termes du CCTG applicable aux marchés publics de contrôle technique (Décret n°99-443 du 28 Mai 1999 modifié), portant sur l'intégralité des études et travaux de l'opération. L'intervention du contrôleur technique ne modifie ni la nature de la mission du titulaire, ni les responsabilités qui en découlent. Le titulaire est tenu de laisser à tout moment les représentants du Contrôleur Technique pénétrer sur le chantier, le visiter moyennant le respect des règles de sécurité et prendre toutes dispositions pour leur permettre d'exercer leur mission dans les meilleures conditions, notamment par la communication de documents tels que plans, notes de calcul (...). Ces dispositions ne dégagent en aucune façon le titulaire de ses responsabilités et ce dernier

pourra se faire assister par un bureau de contrôle s'il le juge nécessaire. La mission de contrôle technique pour cette opération sera assurée par :

SOCOTEC

ZAC de Kergaradec III – 180 rue de Kerervern, 29490 GUIPAVAS

Contact : Aurélia Enguehard

Mail : aurelia.engagehard@socotec.com

Tél : 06.20.58.66.21

2 ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Durée du marché – Délai de l'exécution

Le délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement pour l'ensemble des travaux.

Le marché sera conclu à compter de sa date de notification jusqu'au terme de la garantie de parfait achèvement.

2.1 Variantes et options

2.2.1- Variantes

Les variantes libres sont autorisées.

2.2.2- Options

Pas d'options.

2.2 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.3 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3 ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC),
- Le formulaire de candidature,
- L'acte d'engagement (AE) valant cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Les DPGF à compléter,
- Le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT), il sera ajouté dès réception au DCE (date approximative 18/07),

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS), il sera ajouté dès réception au DCE, (date approximative 18/07),
- Le calendrier prévisionnel d'exécution,
- Les plans

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard sept (7) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4 ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre. Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

4.1 Documents à produire au titre de la candidature

- Le formulaire de candidature (cadre ci-joint)

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles R2142-6 à 12 du Code de la Commande Publique :

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus aux articles R2142-13 et 14 du Code de la Commande Publique :

- Liste des travaux similaires exécutés au cours des cinq dernières années,
- Les certificats de qualifications et/ou de qualité.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA: Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont

manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 7 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

4.2 Documents à produire au titre de l'offre

Pour chaque lot, un projet de marché comprenant pour chaque lot :

- L'acte d'engagement (A.E.) ;
- Un devis détaillé,
- Un mémoire technique comprenant :
 - Les moyens humains et matériels affectés au chantier
Organigramme du personnel prévu pour l'exécution des travaux, composition des équipes et le nombre, matériel mis à disposition
 - Les matériaux et équipements proposés par l'entreprise
Le candidat fournira la liste des équipements ou matériaux qu'il propose de mettre en œuvre et les sujétions de mise en œuvre spécifiques au chantier
 - L'organisation de chantier proposée,
 - Les dispositions prises pour le chantier en matière de sécurité et gestion des déchets

NOTA: L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

5.1 Sélection des candidatures

Les candidatures

- qui ne comportent pas tous les justificatifs énoncés à l'article 4.1,
- ou dont les moyens ou capacités techniques ou humains ou financiers, ou les références apparaissent insuffisants,

ne seront pas admises. Toutefois, si la personne responsable des marchés constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, elle peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats. Ce délai ne saurait être supérieur à huit jours.

5.2 Critères de jugement des offres

Seules les offres pour lesquelles la candidature a été jugée recevable et présentant les références minimales requises seront examinées selon les éléments définis ci-après. L'offre économiquement la plus avantageuse parmi les offres restantes sera appréciée selon les critères pondérés suivants :

Désignation	%
1-Prix :	40
2-Valeur technique de l'offre : 2.1– Moyens humains et matériels affectés au chantier (2 points) 2.2– Matériaux et équipement envisagés (2 points) 2.3– Méthode et organisation du chantier (phasage, travaux de réhabilitation) (2 points) 2.4– Respect du planning (2 points) 2.5– Dispositions en matière de sécurité et de gestion des déchets (2 points)	60

Note Financière (40 %)

La note financière sera calculée comme suit sur la base du document financier :

$$\text{Note} = \frac{\text{Offre la plus basse}}{\text{Offre analysée}} \times 40$$

Note valeur technique (60 %)

La valeur technique des prestations, appréciée au vu du contenu du mémoire technique demandé à l'article 4.2 ci-dessus.

Notation des sous-critères :

- Note 0 : absence de réponse
- Note 1 : moyen (doute sur la pertinence, généraliste)
- Note 2 : conforme

La note des sous critères sera pondérée par le coefficient de pondération.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations suivantes :

- une déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé (DC 6),
- un état annuel des certificats reçus et une ou des attestations d'assurances en cours de validité (responsabilité civile et décennale).

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 8 jours.

5.3 Négociation des offres

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Les candidats sont donc avertis que la phase de négociation n'est qu'éventuelle et que la personne publique attend d'eux leur meilleure proposition dès la remise des offres.

En cas de négociations, elles auront lieu sous forme de questions écrites, par mails (via la plateforme Mégalis). Les négociations pourront porter entre autres sur les aspects techniques et financiers (y compris les délais) des offres, et se feront dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Ces négociations permettront, le cas échéant, de procéder à une mise au point des composantes du marché (y compris la correction des éventuelles erreurs matérielles) avec les candidats. A l'issue de ces discussions, le maître

d'ouvrage pourra prononcer le rejet des offres qui resteraient incomplètes, irrégulières ou inacceptables vis-à-vis des exigences mentionnées dans le dossier de consultation (et notamment les cahiers des clauses administratives et techniques particulières).

Au terme des négociations, les marchés seront attribués après classement des offres par application des critères de jugement des offres énoncés dans le présent règlement de consultation.

6 ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Conformément aux articles L2132-2 et R2132 du Code de la Commande Publique, **la transmission des plis uniquement par voie électronique sur le <https://marches.megalisbretagne.org/>.**

La transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Le pli devra parvenir à destination avant le **28 août à 12h00** : le pli dont l'avis de réception serait émis après cette date et heure limite ne sera pas retenu.

7 ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

7.1 Demande de renseignements

Pour toute demande de renseignements complémentaires, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions aux personnes suivantes au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres via la plate-forme Mégalis Bretagne.

RENSEIGNEMENTS	
<u>D'ordre technique :</u> Aod Architecture 120 rue Roland Garros, 29490 Guipavas Mail : contact@aodarchitecture.fr Tel. : 06 47 98 78 02	<u>D'ordre administratif :</u> Benoit le Dizes 1 ^{ER} adjoint / Chargé de projet pour la Commune de Saint Eloy Mail : mairie@saint-eloy.bzh Tel. : 06 69 07 74 72

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, cinq jours au plus tard avant la date limite de réception des offres. Les candidats pourront également utiliser les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation de Mégalis Bretagne ; ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plate-forme.

7.2 Visites sur sites et/ou consultations sur place

Une visite est fortement recommandée mais n'est pas obligatoire.

Si l'entreprise réalise une visite du site, l'attestation de visite sera à remettre en même temps que l'offre.

L'entreprise sera réputée avoir connaissance parfaite des lieux et s'être assurée de la nature des lieux et des sujétions éventuelles en résultant.

Les visites du site pourront s'effectuer avec prise de rendez-vous préalable par mail à l'adresse : mairie@saint-elay.bzh, la mairie prendra contact ensuite pour définir les RDV sur site.